



Syrie-Opposition : Un paravent Kurde à la tête de l'opposition off-shore 1/2

Par [René Naba](#)

Mondialisation.ca, 08 septembre 2012

renenaba.com

Région : [Moyen-Orient et Afrique du Nord](#)

Thème: [Guerre USA OTAN](#)

Analyses: [SYRIE](#)



«Toujours la trahison trahit le traître.... et le jour vient où les traîtres sont odieux même à ceux qui profitent de la trahison». Victor Hugo

ابن مسعود البارزاني « الفريق منصور » يستقبل وفدا إسرائيلي بقيادة راکاد موفائيل قائد العمليات النوعية في جيش الدفاع الإسرائيلي / مع صورة عن اللقاء

Photo d'une rencontre, le 10 juin 2012, au Kurdistan irakien entre le Général Mansour Barzani, fils du chef de la région autonome du Kurdistan, Massoud Barzani, et une délégation militaire israélienne composée d'un membre de l'état-major israélien et du responsable de la coordination des relations kurdo-israéliennes. La rencontre entre Kurdes et Israéliens est intervenue dans la semaine qui a vu l'élection d'un Kurde à la tête de l'opposition syrienne off-shore. Crédit photos www.nakheelnews.com Paris - Un Kurde a été élu, en juin 2012, à la tête de l'opposition syrienne de l'extérieur, dans une double démarche destinée à élargir à la minorité kurde sunnite de la population syrienne les assises de l'opposition, et, à restaurer son image ternie, alors que la contestation armée contre le pouvoir baasiste marque le pas dix-huit mois après son déclenchement du fait de ses divisions et de son impuissance. Seul candidat, Abdel Basset Sida, âgé de 56 ans, a été porté à la présidence du Conseil national Syrien par les trente-trois membres de cette instance, considérée par les pays occidentaux et leurs alliés pétro monarchiques arabes comme leur principal interlocuteur dans leur combat contre le régime de Bachar Al-Assad. Le choix du Kurde diffère radicalement de celui de son prédécesseur en ce que le nouveau président est un opposant qui vit depuis vingt ans en Suède, un pays bénéficiant d'une solide réputation de neutralité au sein de l'opinion internationale, contrairement au pays hôte de son prédécesseur, la France, l'artisan du démembrement de la Syrie du temps de son mandat sur ce pays. M. Sida a, en effet, succédé au tandem franco syrien, les universitaires Bourhane Ghalioune et Basma Kodmani, dont la prestation calamiteuse a

considérablement contrarié les projets de leurs parrains franco-turcs et suscité une levée de boucliers au sein des autres membres du CNS, supposé représenter une alternative démocratique au régime autoritaire du pouvoir alaouite.

Basma Kodmani, son «besoin de juifs», les chrétiens arabes et la diversité.

Basma Kodmani a fait l'objet d'une vive controverse à propos de son amateurisme et sa désinvolture aggravés par son absence de passé oppositionnel, se manifestant avec éclat avec la mise en circulation d'une ancienne émission de télévision professant devant des personnalités juives ou israéliennes son «besoin de juifs et d'Israël» pour favoriser la diversité culturelle au Moyen orient (1). Sans ancrage sur le terrain, Basma Kodmani a paru ignorer l'extraordinaire diversité culturelle du Monde arabe, particulièrement la Syrie, constituée d'une mosaïque de 18 communautés ethnico religieuses, seul pays arabe avec le Liban d'ailleurs où se construisent encore des églises, dont les adeptes sont par ailleurs régulièrement soumis, en Irak, en Egypte, voire même en Syrie, aux coups de butoir des islamistes, les principaux alliés de l'ancienne porte-parole de l'opposition syrienne. Le Monde arabe compte 26 millions de chrétiens, soit autant que le BENELUX et la Suisse, un important levier d'influence dans les pays de la diaspora en Europe, sur le continent américain et en Océanie (Australie). La mémorable passe d'armes entre le Patriarche maronite, Mgr Béchara El Rahi, réticent à l'égard des équipées atlantistes en terre arabe, et Nicolas Sarkozy, en février 2012, témoigne de l'aberration politique et mentale des dirigeants occidentaux et de leurs supplétifs arabes, largement conditionnés par une pensée philo-sioniste en ce qui concerne les problèmes de la rive sud de la Méditerranée. Le prélat se serait fortement opposé à l'implication du Liban dans le conflit de Syrie, repoussant l'offre d'une évacuation des chrétiens arabes vers l'Europe particulièrement la France, de crainte que le Liban ne serve de patrie de substitution aux Palestiniens. La prestation de Mme Kodmani a pris ainsi rétrospectivement l'allure d'une reddition intellectuelle et morale à l'imperium colonial et exacerbé la suspicion à son égard au point que le chef des Frères Musulmans de Syrie a exigé sa démission immédiate (2). L'empressement de M. Ghalioune à obtenir l'adoubement du prédicateur islamique Youssef Al-Qaradawi a discrédité, quant à lui, le nouveau chef nominal de l'opposition syrienne, en ce que sa renonciation à sa posture laïque antérieure a signé la marque d'un renoncement. Sa précipitation à donner des gages au camp israélo-américain en annonçant la rupture du ravitaillement stratégique du Hezbollah libanais en cas de victoire a été perçue comme la marque d'un reniement, plongeant dans la consternation ses parrains par son amateurisme contre-productif et découragé bon nombre de ralliement à sa cause. Pour un duo qui se voulait représentatif de la future Syrie libre, moderne, démocratique et indépendante, son placement sous tutelle de l'ancien pouvoir colonial, un des grands soutiens aux dictateurs arabes déchu (Egypte, Tunisie), artisan du démembrement de leur pays d'origine, la Syrie, au bénéfice de la Turquie, par détachement du district d'Alexandrette, et, maître d'œuvre du blocus de Gaza sous la mandature Sarkozy, pouvait difficilement se percevoir comme une marque de génie politique, nonobstant les effets corrosifs de cette servilité sur la crédibilité du leadership de l'opposition. A coups de cascade de fatwas démagogiques d'une caste cléricale wahhabite en perte de repères, en crainte d'une perte de magistère, offrant tantôt une rançon pour le meurtre du président syrien Bachar Al-Assad, prônant même la primauté de la collaboration avec les Israéliens sur les Alaouites, une secte schismatique de l'Islam, l'opposition externe, amputée de résistants authentiques, a offert le spectacle d'une vaste foire d'empoigne. Un lamentable concert de cacophonie mettant en compétition d'anciens féodaux à la reconquête de leurs anciens fiefs pré-baasistes, tels Adib Al Chichakli, fils de l'ancien dictateur syrien ou Naufal Dawalibi, fils de l'ancien premier ministre pro irakien de Syrie par la suite conseiller du Roi d'Arabie saoudite ou encore la brigade al Farouk du commandant

Abdel Kader Tlass et les autres phalanges salafistes, dont la concurrence est à l'origine du collapsus de Bâb Amro, à Homs, en février 2012.

L'impunité sunnite et la schizothymie de Manaf Tlass

La «diplomatie du carnet de chèques» a été, de tous temps, maniée par les Saoudiens, pour restaurer le pouvoir sunnite tant à Beyrouth qu'à Damas. Au-delà du cas de l'ancien premier ministre Rafic Hariri, artisan de la délocalisation de l'intégrisme wahhabite dans une société pluraliste, et du Général Rifa'at Assad, le frère du fondateur du clan, alaouite certes, mais propre beau-frère du Roi d'Arabie, les deux cautions sunnites inamovibles du pouvoir alaouite pendant quarante ans, le général Moustapha Tlass, ministre de la Défense, et Abdel Halim Khaddam, vice-président de la république et ministre des Affaires étrangères, deux personnalités de premier plan présumées socialistes du régime baasiste, ont cédé aux sirènes des pétrodollars saoudiens, avant de se désintégrer. Le militaire laissera convoler sa fille Nahed, une belle tige de la société syrienne, vers le septuagénaire marchand d'armes saoudien Akram Ojeh, avant de sombrer dans le comique d'un problématique doctorat universitaire parisien. Cf à ce propos:<http://www.rue89.com/2012/07/08/le-general-syrien-la-veuve-du-marchand-darmes-e-t-le-tout-paris-233691> Son héritier Manaf Tlass, général au sein de la garde républicaine syrienne, scellera la rupture de la famille Tlass avec le clan Assad, avec l'annonce de sa défection à Paris, fin juin 2012, à l'occasion de la «Conférence des amis de la Syrie» chapeautée par la France. Manaf Tlass et le premier ministre en exercice Riad Hijab constituent à ce jour la plus grosse défection médiatique du régime baasiste en dix-huit mois de déstabilisation anti syrienne. Le play-boy s'était mis à l'écart depuis près d'un an à la suite de l'exil à Doubaï de son frère aîné Firas, fournisseur en équipements de l'armée syrienne. Les médias gravitant dans le giron atlantiste et pétro monarchique omettent toutefois de signaler que son oncle Talal continue d'exercer ses responsabilités en tant que N°2 du ministère de la Défense. Farouk Al Chareh, le vice-président de la République syrienne en titre, programmé en sa qualité de sunnite pour piloter dans le schéma occidental la période transitoire post-Assad, aurait adopté la même attitude. Pour faire taire les rumeurs de son exil en Jordanie, il a toutefois été désigné pour conduire le deuil des quatre personnalités syriennes tuées dans l'attentat du 18 juillet 2012. En choisissant comme lieu d'exil, Paris, la capitale occidentale la plus active dans le combat anti Assad, Manaf a franchi un point de non-retour, mettant un terme à près d'un demi-siècle de prédation conjointe de l'économie syrienne. Exfiltré via Beyrouth, selon toute vraisemblance sous la supervision des services de Denis Pietton, ancien ambassadeur de France au Liban et directeur de cabinet de Laurent Fabius, ministre socialiste des Affaires étrangères, maître d'œuvre de précédentes exfiltrations de servants français de la bataille de Bab Amro (Homs), en février 2012, Manaf Tlass paraît destiné, dans le schéma occidental, en cas de réussite de la déstabilisation de la Syrie, au rôle de futur chef fédérateur de la Syrie post baasiste, un vœu secret de l'Arabie saoudite, avec pour mission de coopérer avec le bloc atlantiste dans la lutte contre la dissémination des armes toxiques, y compris à l'égard du Hezbollah Libanais. L'engagement de cet ancien membre du premier cercle du pouvoir baasiste dans l'arène diplomatique en faveur d'une transition politique du pouvoir, sans intervention extérieure, pourrait donner du relief à une coalition oppositionnelle apparue jusqu'à présent, au vu de ses prestations, comme une conjuration de cloportes de supplétifs de l'équipée atlantiste. Il reléguerait à l'arrière-plan la cohorte des théoriciens de pacotille des opposants de la dernière heure. Et, accessoirement, mettre en concurrence les deux dames de la bourgeoisie syrienne de Paris, Nahed Ojeh Tlass, qui se veut la nouvelle égérie des cercles mondains parisiens et Basma Kodmani, l'universitaire cosmopolite des cercles atlantistes de Bilderberg. La mise en circulation dans la presse française, fin juillet 2012, de

photos de Manaf Tlass en compagnie de Dieudonné MBala Mbala, l'humoriste franco-camerounais décrié en France, relève précisément de cette guerre souterraine entre les divers clans syriens de Paris. Une manœuvre oblique destinée à discréditer celui que les Saoudiens envisagent de parachuter d'autorité à la tête de l'opposition syrienne, privant le clan des bureaucratiques académiques français des bénéfices de ses prestations empressées. La photo festive Manaf-Dieudonné, attablé dans un restaurant à Damas, en compagnie de Frédéric Chatillon, un communicant proche de l'extrême droite française, peut faire se glapir le landerneau politique français, mais reste sans conséquence sur l'opinion arabe encore moins sur son parrain. Manaf a d'ailleurs inauguré ses activités oppositionnelles en effectuant le petit pèlerinage de la Mecque, en Arabie saoudite, comme la marque d'un adoubement wahhabite. Dans sa première prestation publique, une déclaration sur la chaîne transfrontière saoudienne «Al Arabia», le 25 juillet 2012, Manaf Tlass a lancé un appel à la lutte «contre la corruption et l'autoritarisme» qui sévissent, selon lui en Syrie, oubliant, dans une belle démonstration de schizothymie, les origines de sa fortune et celle de l'ensemble de sa famille, à savoir le passeport diplomatique syrien et les exonérations fiscales y afférentes dont bénéficie à Paris sa soeur Nahed Ojjeh Tlass, les considérables rétro-commissions de son frère Firas générées par ses transactions avec l'armée syrienne, enfin, dernier et non le moindre, le fait que son père, le général Moustapha Tlass, ait cautionné et co-signé, du fait de la loi martiale, en sa qualité de ministre de la défense, toutes les exécutions capitales ordonnées en Syrie en quarante ans du règne du clan Assad-Khaddam-Tlass. Quant à l'autre transfuge syrien célèbre, également sunnite, le bien nommé Abdel Halim Khaddam, dont le patronyme en arabe signifie littéralement «le serviteur», il reniera singulièrement son militantisme après avoir abusivement ponctionné le Liban, opérant par cupidité la plus retentissante reconversion de l'histoire politique récente, finissant sa vie en factotum de son coreligionnaire sunnite libanais Rafic Hariri. Vice-président de la République sous Hafez Al-Assad, il sera l'un des plus fermes opposants à la politique d'ouverture prônée par Bachar à la succession de son père, dont il redoutait les conséquences comparables à la perestroïka soviétique. Il fera alliance avec les Frères Musulmans syriens, la bête noire du régime, et se targuera de mener, depuis Paris, un combat pour la restauration de la démocratie en Syrie, après avoir abusivement ponctionné l'économie libanaise, en partenariat avec Rafic Hariri, l'ancien premier ministre libanais assassiné. M. Khaddam a été amplement gratifié de sa forfaiture d'un somptueux cadeau, -la résidence du nabab pétrolier grec, Aristote Onassis, sur la plus célèbre artère de la capitale française, l'Avenue Foch-, alors que le compère français de Hariri, l'ancien président Jacques Chirac, avait droit à un appartement avec vue sur Seine, Quai Voltaire à Paris, pensionnaire posthume de son ami, dont l'assassinat résulte vraisemblablement du grand basculement opéré par le président français dans la foulée de l'invasion américaine de l'Irak. Curieux destin que celui des sunnites syriens, les familles Khaddam et Tlass, qui auront activement participé à la prédation de l'économie syrienne et qui pourraient se voir propulser au rôle de sauveur de la Syrie, du fait de leur appartenance sunnite. Exonérées de leurs turpitudes antérieures de leur seul fait sunnite, exclusivement du fait de cette appartenance sunnite et de leurs connexions saoudiennes, en dépit des nombreux griefs qui pèsent sur eux. Il en est de même du premier ministre fugitif Riad Hijab, dont la défection a valu son pesant d'or au Qatar, le principal financier de ses opérations de détachement des sunnites syriens du régime baasiste. Une communautarisation institutionnalisée et instrumentalisée par la France au Liban, reprise par les Occidentaux sur l'ensemble arabe en vue d'entraver l'avènement d'une société démocratique et laïque.

Assef Chawkat: un personnage encombrant

La désertion de Manaf Tlass est survenue une dizaine de jours avant le spectaculaire attentat contre le pouvoir alaouite le 18 juillet 2012 à Damas, emportant quatre hauts responsables de l'appareil militaro sécuritaire, notamment le ministre de la défense Daoud Rajha et surtout Assef Chawkat, beau-frère de Bachar Al Assad, un personnage encombrant dont les excès ont desservi le clan Assad. Epoux de Bouchra, l'unique fille de l'ancien président Hafez al-Assad, fondateur de cette dynastie républicaine, Assef Chawkat, est l'ancien chef des services de sécurité dont les Occidentaux réclamaient la tête en compensation de l'assassinat de l'ancien premier ministre libanais Rafic Hariri. Perçu comme une pièce rapportée, Assef Chawkat a entretenu des relations houleuses avec le frère cadet du président, le colonel Maher, le nouvel homme fort du régime, au point que le benjamin de la fratrie a blessé à l'estomac son beau-frère, d'un coup de pistolet en 1999, en plein palais présidentiel. L'attentat-suicide contre le centre du pouvoir syrien a tendu à donner une plus grande visibilité à une opposition gangrénée par ses divisions et à galvaniser ses ardeurs combatives. Intervenant dans un climat exacerbé par l'épreuve de force diplomatique à l'ONU entre l'alliance atlantiste-pétro monarchique et leurs adversaires russes et chinois, elle tendrait à accréditer l'idée d'un régime sur la défensive, en perte de maîtrise de la situation. Et inciter, du coup, les Occidentaux à chercher à vouloir forcer la décision finale en Syrie, en vue de couper court à la contestation qui se fait jour dans la zone chiite du Golfe à Bahreïn et en Arabie saoudite, notamment le secteur d'Al Qatif, où de violents heurts opposent depuis la mi-juillet des activistes chiites saoudiens aux forces de l'ordre.

Références 1-Basma Kodmani est la fille de Nazem Kodmani, ancien ambassadeur de Syrie en France, décédé en 2008, artisan du rétablissement des relations diplomatiques entre la France et la Syrie après la rupture de Suez (1956). A son retour à Damas, le diplomate a été en charge du département Europe occidentale au ministère syrien des Affaires étrangères, particulièrement du suivi du dossier France, émargeant une large fraction de sa carrière sur le budget du pouvoir bassiste. Sa mère, Hyam Mardam Bey, est la nièce de Jamil Mardam Bey, un dirigeant syrien de l'époque post indépendance du mandat français et cousine de Farouk Mardam Bey, l'éditeur franco syrien. Basma Kodmani a été, tour à tour, chercheuse à l'IFRI, puis directrice régionale de la Ford Foundation au Caire avant de diriger l'ARI (Arab Reform Initiative). Cette structure, financée par des fonds mixtes notamment des Emirats arabes Unies, a été initiée par Harry Siegman, membre du Council of Foreign relations, activiste influent de la communauté juive progressiste de New York, via son lobby «ME-USA project», le projet américain pour le Moyen-Orient. Auditrice assidue du Forum de Bilderberg, la plateforme décisionnelle des cosmocrates de la trilatérale (Etats-Unis, Japon, Europe), Basma Kodmani a été présentée lors de la dernière session du Forum qui s'est tenu du 6 au 12 juin à Chantilly (Virginie) a été inscrite sous la mention « International », alors qu'elle est de nationalité française, d'origine syrienne, seul participant à bénéficier de ce label, comme pour suggérer son cosmopolitisme, frappant de caducité sa présence au sein de l'opposition syrienne de France, dont elle ne revendique ni la nationalité française, ni la nationalité syrienne. Cf. à ce propos: Basma Kodmani/Bilderberg session de juin 2012 <http://www.prisonplanet.com/syria-regime-change-on-bilderberg-agenda.html> <http://blogs.mediapart.fr/blog/laurent-mauduit/060612/le-monde-se-compromet-bilderberg> <http://www.tayyar.org/Tayyar/News/PoliticalNews/ar-LB/syrian-council-cia-lobby-zek-860.htm> 2 - Ghalioune Leaks: Le quotidien libanais Al Akhbar a publié le 3 mai 2012 des messages électroniques piratés rendant compte des dissensions et des règlements de compte qui se sont produits au sein de l'opposition

armée syrienne et des exactions de certains groupements financés par l'Arabie saoudite contre des civils, dans le but de faire prévaloir d'autres considérations que le primat du combat national. A propos de la demande de démission de Basma Kodmani par les Frères Musulmans et du virement par le Qatar d'un million de dollars chaque cinq jours à Bourhane Ghalioune. CF: «La Brigade Al Farouk nous tue», message des combattants de l'intérieur à la hiérarchie de l'opposition sur les exactions de la brigade Al Farouk à Homs <http://www.al-akhbar.com/node/63540>.

http://www.al-akhbar.com/sites/default/files/pdfs/20120418/p21_20120418.pdf

A propos du rôle d'obstruction joué par le Qatar et la Turquie pour contrecarrer une démarche russe auprès de Damas en faveur de l'opposition syrienne. Et le message de Michel Kilo, un des plus prestigieux opposants syriens, à Bourhane Ghalioune, le chef nominal de l'opposition externe, à propos du rôle du Qatar et de la Turquie. <http://www.al-akhbar.com/node/63538> «Attention à la Turquie et au Qatar». Pour le lecteur non arabophone Cher Bourhane, Tu n'ignores pas qu'il m'est difficile de te refuser quelque service que ce soit. Mais j'ai appris que la réunion d'Istanbul (des amis de la Syrie) a été organisée par le Qatar et la Turquie et que la Ligue arabe n'avait pas été informée de cette initiative. Le Qatar et la Turquie n'ont pas une attitude positive à notre égard. Je préfère Le Caire à Istanbul et l'Égypte à la Turquie. L'initiative de ces deux pays est destinée à couper la voie à une initiative russe dont tu n'ignores pas qu'elle devait être dans notre intérêt. Je n'irai donc pas à Istanbul pour signer l'accord (de regroupement des diverses factions de l'opposition syrienne). Signé Michel Kilo. Pour aller plus loin sur la Syrie <http://www.renenaba.com/la-credibilite-de-l-opposition-syrienne-a-l-epreuve-du-parrainage-franco-turc/>
<http://www.renenaba.com/la-bataille-de-syrie-et-la-capture-par-l-iran-d-un-dron-e-americain-sophistique/>

La source originale de cet article est [renenaba.com](http://www.renenaba.com)

Copyright © René Naba, [renenaba.com](http://www.renenaba.com), 2012

Articles Par : [René Naba](http://www.renenaba.com)

A propos :

Journaliste-écrivain, ancien responsable du Monde arabo musulman au service diplomatique de l'AFP, puis conseiller du directeur général de RMC Moyen-Orient, responsable de l'information, membre du groupe consultatif de l'Institut Scandinave des Droits de l'Homme et de l'Association d'amitié euro-arabe. Auteur de "L'Arabie saoudite, un royaume des ténèbres" (Golias), "Du Bougnoule au sauvageon, voyage dans l'imaginaire français" (Harmattan), "Hariri, de père en fils, hommes d'affaires, premiers ministres (Harmattan), "Les révolutions arabes et la malédiction de Camp David" (Bachari), "Média et Démocratie, la captation de l'imaginaire un enjeu du XXI^{ème} siècle (Golias). Depuis 2013, il est membre du groupe consultatif de l'Institut Scandinave des Droits

de l'Homme (SIHR), dont le siège est à Genève et de l'Association d'amitié euro-arabe. Depuis 2014, il est consultant à l'Institut International pour la Paix, la Justice et les Droits de l'Homme (IIPJDH) dont le siège est à Genève. Depuis le 1er septembre 2014, il est Directeur du site Madaniya.

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexactes.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site Mondialisation.ca sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de Mondialisation.ca en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

Mondialisation.ca contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca